

LETTRE OUVERTE DE SOIGNANTS DE CHALLANS À LA POPULATION

Cette semaine, vous avez pu remarquer la présence de nombreux panneaux avec des roses blanches sur de nombreux ronds points de Challans (rond point du parc du "pôle activ océan", rond point de l'hôpital, à proximité des Ehpad) et devant certains établissements médicaux sociaux.

Ces panneaux ont été déposés par des soignants en danger qui n'auront plus le droit de soigner parce qu'ils **refusent de se soumettre à l'obligation vaccinale** infondée du gouvernement.

Depuis le 12 juillet, de nombreux soignants ont dû se faire «vacciner» sous **les contraintes morales et financières, les pressions psychologiques** de leurs supérieurs. **Comment peut-on accepter cela ?**

Depuis le 15 septembre de nombreux soignants salariés challandais et de la région ont été suspendus sans salaires et certains soignants libéraux ont retiré leur plaque.

Le 15 octobre prochain, si les soignants ne montrent pas un schéma vaccinal complet; alors, en plus de la suspension sans salaire pour les salariés, les soignants libéraux sous le contrôle de l'ARS encourent des **amendes**, voire des **peines de prison (6 mois) et la radiation**.

De nombreux professionnels sont soumis à cette obligation vaccinale: soignants, pompiers, tous les salariés du secteur sanitaire et social qu'ils soient en contact ou pas avec des personnes malades ou fragiles.

Nous, soignants (salariés, médecins et paramédicaux) nous ne sommes pas contre les vaccins, mais **nous refusons cette injection expérimentale obligatoire** avec les **conséquences d'entrave à notre liberté de soigner**. Le gouvernement refuse de nous fournir la composition exacte de ces produits. Les études récentes ne prouvent plus l'efficacité concernant la protection des formes graves pour les moins de 50 ans, de transmission et de contamination. Enfin, nous observons de plus en plus d'effets secondaires qui remettent en question la balance bénéfico-risque face à la covid surtout pour notre catégorie d'âge de soignants (25-50 ans).

Au début de l'épidémie, on applaudissait les soignants, certains d'entre nous ont délaissé leurs cabinets pour venir en renfort dans les unités covid. Entre temps, + de 5700 lits ont été fermés par le gouvernement en pleine pandémie, + de 60 millions d'euros sont dépensés par mois pour vérifier le pass sanitaire à l'entrée des hôpitaux et maintenant on accuse les soignants de propager le virus et on les exclut parce qu'ils ne se soumettent pas à cette obligation.

Sommes-nous réellement dans une gestion sanitaire juste et bienveillante pour les patients ?

Dans notre serment d'Hippocrate, nous devons assurer la continuité des soins et nous nous engageons à le faire, nous réalisons toutes les 72 heures des tests antigéniques pour prouver notre négativité de charge virale et ainsi garantir la protection de nos patients.

Tous les soignants vaccinés ne peuvent pas garantir cette protection absolue car une fois vaccinés plus aucun test n'est exigé.

Aussi dans 15 jours, rien que dans le parc d'activités pôle Océan, + de 15 médicaux et paramédicaux ne pourront plus vous soigner, ce qui correspond à + de 1500 actes de soins ou rdv par semaine qui ne seront plus assurés. Nous vous laissons compter le nombre de soins interrompus, le nombre de patients qui devront rechercher un autre praticien alors que Challans et son agglomération est déjà une région déficitaire en terme d'offre de soins.

Depuis des années, nous regrettons d'annoncer de nombreux mois d'attente pour fixer un RDV, voire de constater que de nombreux médecins et paramédicaux ne prennent plus de nouveaux patients. **Sachez qu'à partir du 15 octobre, le problème va s'accroître et va mettre en péril la santé de nombreux patients.**

Dans le numéro du 30 septembre 2021 du courrier vendéen, la une et 4 articles mentionnaient la crise sanitaire dans les Ehpad et les 40 urgentistes manquants en Vendée. Il est dommage que la politique gouvernementale avec ces **suspensions imposées n'ait pas été mentionnée comme accélérateur des problèmes médico-sanitaires en Vendée.**

Nous espérons, par ce message, sensibiliser la population et nos représentants politiques (maires, députés, conseillers, sénateurs) du **drame sanitaire et humain qui va arriver dans les prochaines semaines et perdurer dans les mois à venir.**

Un collectif de soignants bientôt suspendus.